

Combes, Josette, Ms, Acad, Political Economy, France, Toulouse, "Pour une autre rationalité économique: le rôle des consommateurs" -L

Josette Combes MCF associé. Université Toulouse 2 le Mirail.

Cette présentation n'est pas l'émanation d'un travail de recherche universitaire, mais la mise en perspective d'une réflexion d'acteur. Elle se présente par conséquent comme un point de vue forgé au croisement de diverses sources théoriques et d'une expérience d'intervenant praticien dans plusieurs secteurs de l'économie sociale et solidaire.

L'auteure assume la subjectivité de sa proposition de lecture d'un mouvement relativement récent même s'il est historiquement affilié aux organisations pionnières du milieu du XIX^{ème} siècle.

La référence aux auteurs du domaine n'est pas le propos, tant les mouvements se réclamant de la consommation puisent leur grammaire et leur vocabulaire à une grande diversité de sources, dont la pensée économique, mais pas uniquement. Ils relèvent de l'idéologie, c'est à dire d'un discours articulant des idées qui s'élabore à partir de pratiques concrètes de mise à l'épreuve du réel. La démarche brouille les frontières d'appartenance et en ce sens dessine un paysage kaléidoscopique qui bouge dès qu'on change de focale.

Il nous a semblé plus pertinent de distinguer l'origine des prises de conscience successives qui ont engagé les citoyens à se responsabiliser dans l'acte de consommation et à utiliser leur pouvoir pour infléchir l'ordre économique. En instaurant des relations économiques fondées sur un contrat négocié entre producteurs et consommateurs, le citoyen qui occupe tour à tour les deux positions tente de se réapproprié la gouvernance de son environnement social et économique en prenant au mot le sens premier de la démocratie, gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple.

Introduction

Face à l'hégémonie des méthodes et des fins de l'économie libérale mondialisée, la résistance des producteurs, essentiellement les luttes syndicales, se révèle à elle seule impuissante. Le durcissement des méthodes de management (politique et économique) aboutit à la précarisation de l'emploi et à la dissolution du pouvoir syndical.

Du côté du consommateur, l'industrie publicitaire en utilisant des calques culturels (les proverbes, dictons, ritournelles etc) viole l'imaginaire collectif en y substituant des injonctions pour développer une consommation de masse, pilotée par les grandes enseignes. Elle occupe l'essentiel des espaces de communication et en dirige désormais la majorité. Elle joue un rôle de propagande au service d'économie néolibérale.

Transformé en « cœur de cible » le consommateur devient le pivot du développement d'une autre rationalité économique, fondée sur une autre rationalité qui exclut surproduction, gaspillage et in fine raréfaction voire épuisement du potentiel.

Le couple production - consommation est le mécanisme pivot du développement de l'économie de marché. Tout marché s'articule sur l'élaboration de produits destinés à satisfaire un nombre plus ou moins important d'unités de consommation, entités constituées soit de personnes qui s'approvisionnent pour leurs besoins individuels, soit de groupes de producteurs qui se fournissent en matériaux ou en services pour leurs entreprises.

Le capitalisme a essentiellement consisté à élargir constamment le champ de l'activité de transformation et de vente des matières premières en rationalisant les processus de façon à dégager des marges bénéficiaires optimum. Ce mécanisme a contribué à rompre le lien entre l'ouvrage et l'ouvrier, y compris en ce début du vingt et unième siècle pour des métiers que l'ère industrielle ne concernait pas auparavant (médecins, chercheurs, artistes, etc.).

Le libéralisme a franchi un pas supplémentaire en utilisant les marges dégagées pour les faire circuler sur le marché de la monnaie créant ainsi une richesse artificielle désincarnée. Un actionnaire perçoit des dividendes à partir d'opérations de production dont il ignore tout, sauf le prix de son action sur les marchés boursiers. Les multinationales « brûlent du capital » pour soutenir le cours des actions en bourse.

Par ailleurs, la logique de marchandisation fonctionne à partir d'une privatisation systématique des ressources naturelles et d'une monétarisation de l'accès à l'ensemble des biens y compris ceux auparavant considérés comme gratuits. L'aboutissement d'une telle logique tend à placer partout des péages taxant circulations et échanges, privant de ce fait une partie croissante de la population des moyens de simplement survivre (l'eau, pour ne prendre qu'un exemple radical, quel bien est plus essentiel à la survie sinon l'air, également hypothéqué par les manœuvres marchandes).

La publicité mise en place au début du Xxe siècle s'est donné comme objectif de constituer un parc de vitrines susceptibles de faire connaître au public les produits issus des usines de transformation intensive de matériaux en objets, destinés selon l'idéologie publicitaire, à sans cesse améliorer leur quantité et leur qualité. La machine économique se fonde ainsi sur la culture d'une opposition obsolescence / nouveauté, justifiant le renouvellement constant des objets mis en circulation. En fait la publicité cherche à provoquer une compulsion de possession propre à absorber la surproduction, certaines zones (l'Occident) souffrant de saturation quand d'autres (dites « en développement ») accusent des taux de mortalité et de misère élevés liés à la pénurie.

Les trois dernières décennies du XXe siècle auront été le théâtre d'une inversion majeure dans l'impulsion du couple production - consommation. Ce n'est plus la production qui permet de satisfaire les besoins des consommateurs, mais la consommation qui est sommée de soutenir la production. L'aliénation n'est plus seulement celle du producteur dépossédé de la maîtrise de ses savoir faire, mais également celle des consommateurs menacés dans leur savoir-vivre et par conséquent l'individu dans son être au monde.

On peut constater que la résistance s'organise désormais sur ce terrain.

Quelques évènements déclencheurs de la contestation

Ce phénomène est lié de notre point de vue à plusieurs facteurs qui ont profondément transformé les paramètres d'une économie fondée sur l'exploitation des ressources naturelles, des femmes, des colonisés (1) et dont les fondements théoriques (la croissance comme thermomètre de la « santé » du système par ex) se trouvent sérieusement mis à mal par le principe de réalité et de rationalité si cher aux scientifiques (l'échelle des catastrophes engendrées).

Au cours de l'histoire récente, quelques évènements forts vont participer à créer un nouveau précipité social, remaniant des concepts auparavant peu questionnés. Nous soulignons ici ceux qui nous semblent les plus significatifs pour supporter notre propos.

1. Dans les années 60, l'intervention américaine au Vietnam va susciter un mouvement mondial de réprobation de la guerre, les Etats-Unis se trouvent, pour la première fois, délégitimés par l'opinion internationale et par les Américains eux-mêmes. C'est à cette époque que l'antimilitarisme est devenu une option potentielle (reconnue en France sous l'intitulé d'objection de conscience). (2) La paix est intronisée comme préalable au progrès de l'humanité. (3)

Par ailleurs l'impérialisme économique des Etats-Unis se développe en Amérique Latine. Il va en gouverner le destin par le biais d'une ingérence militaire grise appuyant la mise sous séquestre industrielle des ressources. La brutalité de ce mode d'invasion va susciter la mobilisation de mouvements populaires politisés dont on constate actuellement l'émergence de l'influence (les vieilles majorités jusqu'alors indéboulonnables sont démisées par le suffrage populaire).

2. A la même époque, la fatalité de l'enfantement comme donnée incontournable de l'essence féminine est déjouée partiellement (méthodes contraceptives et abortives). Alliée à l'accession des femmes au savoir, elle enclenche un double processus : l'arrivée sur le marché d'une main d'œuvre féminine qualifiée, en concurrence avec son homologue masculin et la reconsidération et le remodelage de l'institution familiale, organe de reproduction de l'espèce et considérée comme le noyau central de la société.

Ces deux aspects engendrent une montée en charge des services dits de proximité, destinés à relayer les producteurs dans les fonctions sociales qu'il assumait auparavant dans la sphère privée, L'Etat finance par la redistribution tout ou partie des dispositifs de substitution aux fonctions des femmes auparavant considérées comme devant les assumer gratuitement dans la sphère familiale (éducation, santé, soutien aux aînés, etc). Ces deux avènements suscitent et soutiennent l'organisation d'une défense de la condition des femmes dans l'ensemble des dimensions de l'activité humaine y compris au sein de la vie privée (la judiciarisation des violences perpétrées au sein du foyer, ou du lieu de travail). Si les progrès restent précaires et très inégaux à l'échelle du monde, le principe de l'égalité des droits entre hommes et femmes s'inscrit dans les textes fondamentaux et les chartes internationales.

3. L'ampleur des mouvements de résistance politique et leur quasi généralisation dans les années soixante et soixante-dix, bien que tenus par la suite pour insignifiants par les élites politiques et économiques, ont en réalité profondément pénétré les sociétés occidentales, notamment en questionnant la place et le rôle du travail dans la construction de l'individu, en réactivant la question de l'autogestion et de la démocratie participative, le refus de ségrégation lié à une appartenance sociale, culturelle ou sexuelle. (4)

4. La crise du pétrole suivie de Tchernobyl montre les limites d'un système basé sur des ressources rares et en fin de cycle, sa vulnérabilité, pire sa dangerosité (effet de serre pour l'un et longévité de la nuisance des déchets pour l'autre).

5. A partir des années 80 le sida, pandémie excédant les précédentes, place en exergue l'interconnexion des vecteurs d'humanité, notamment le commerce sexuel. Ses dégâts sur les populations plus particulièrement du Sud sont exponentiels et ne sont freinés par aucune organisation internationale sérieuse. La prévalence du commerce sexuel, de l'ignorance organisée (don du sang), de l'intérêt des grandes firmes pharmaceutiques (le refus des génériques) fait scandale.

6. Le mur de Berlin en s'affaissant livre les peuples de l'Est de l'Europe à un affairisme sans freins qui les dépossède de l'ensemble des biens publics qu'ils avaient contribué à forger. La conversion de la Chine à l'économie de marché adossée à un système politique autoritaire, vidé de ses garde-fous démocratiques, en lien avec un univers de consommation intérieure étique, contribue à généraliser la compétition des échanges en faussant les règles du jeu social, établies dans les recherches d'équilibre antérieures (droit du travail, protection sociale, transparence des transactions).

Durant les vingt dernières années du siècle, la mondialisation économique s'accompagne d'effets pervers supplémentaires aux précédents. Une immense partie de l'activité économique devient occulte ; elle relève d'échanges marchands illicites (armes, drogues, personnes), de maquillages des transferts (sociétés écrans, paradis fiscaux), de formules de corruption élaborées (collusion du pouvoir politique et de la puissance économique, soutien aux régimes despotiques), de fraudes bancaires (comptes protégés, évasion fiscale, sous-traitances de complaisance). Pour pallier les pénuries engendrées par les déséquilibres économiques, les systèmes de débrouille informelle pour les populations déficitaires du système génèrent également les dérives sus décrites, mais permettent à certaines populations d'échapper au dénuement total.

La spéculation en supplantant l'entreprise, articule désormais le jeu des forces économiques. Les profits les plus élevés se réalisant par le jeu des fusions à haut rendement boursier, la nouvelle culture économique dévalorise les formes d'entreprise antérieures, notamment celles qui n'ont pas pour objectif premier de générer de la richesse financière. Les multinationales éliminent des masses financières artificiellement (rachat d'actions pour créer une cotation hyperbolique) en développant un discours qui attribue aux excès de régulation étatique les défaillances du système.

Hyper concentration des pouvoirs du capital, anonymat du management (le PDG n'est que l'exécutant d'un conseil d'administration d'actionnaires), éparpillement et délocalisation des producteurs, raréfaction de l'offre de travail telles sont les tendances et les paramètres de l'économie actuelle.

Dans un tel système, les agents de production perdent la capacité de se regrouper de façon significative et efficace pour opposer une résistance à la détérioration de leurs conditions de vie. Ce phénomène est renforcé par la menace du chômage et par la précarisation organisée du travail.

C'est à partir de ces quelques points introduits de façon liminaire que j'aborderai mon propos initial.

La consom'action

Le terme est apparu très récemment et relève à ce jour du vocabulaire militant de ses zéloteurs dont le propos n'est pas seulement de redonner du pouvoir au consommateur sur ses choix, mais de l'inciter à résister aux sirènes du dogme libéral pour entraver, voire, pour les plus optimistes, renverser une logique économique générant du désordre politique, social et in fine menaçant tout à chacun. Destinataire final de la production, le consom'acteur postule qu'il peut en influencer la structuration, à condition qu'il s'approprie l'information et développe une volonté d'intervenir.

Il use ainsi d'un pouvoir qui ne peut lui être retiré sauf à mettre en danger la fameuse croissance dont la vitalité ou la faiblesse sont les paramètres de la sécurité économique. L'effondrement de la consommation enclenche un engrenage de conséquences qui s'alimentent les unes les autres, puisqu'elle met en danger les entreprises et donc les salariés et leur pouvoir d'achat. Cela n'inquiète nullement les jusqu'au boutistes de la formule libérale qui préconisent une réduction drastique des salaires pour relancer la croissance. (5)

On peut retrouver dans un mouvement hétérogène dans ses composantes, ses méthodes et ses cibles, les thématiques énoncées plus avant.

1. L'objection de conscience convertie en désobéissance civile ou civique dans un contexte de guerre économique, (6),

2. L'auto organisation des femmes pour se soustraire à leur inféodation (lutte contre l'illettrisme, les mutilations sexuelles, information sur la santé, les méthodes contraceptives, les droits) et organiser leur survie. Les femmes constituent 70 % des plus pauvres, occupent la majorité des emplois précaires, et figurent peu ou pas dans les instances de décision, En revanche elles sont majoritaires dans le secteur associatif et social, et dans le secteur informel des pays du Sud. (7)

3. La notion anglo-saxonne d' « empowerment », processus de (ré)activation du pouvoir de chacun sur sa propre vie traverse les mouvements de consommation. Reprise de pouvoir sur son propre désir (« casseurs de pub »), sur ses choix (« de l'éthique sur l'étiquette »), sur son mode de vie (« la sobriété heureuse » (8), la décroissance (9). Il s'assortit de mise en œuvre d'un contrôle de la production et de la distribution (coopératives, associations). Il s'appuie sur une société civile qui se constitue en « personnes morales » s'invitant dans le débat politique, sur un principe de participation à l'Agora.

Beaucoup de formules d'activité économique solidaire sont issues des expériences alternatives des années soixante-dix et des positionnements idéologiques de contre-culture.

4. La préoccupation écologique pour réduire les externalités du marché, c'est-à-dire l'ensemble des artefacts qui menacent les équilibres naturels fondamentaux, parce qu'indispensables à la survie de l'espèce, voire de la planète (eau, air, climat, sols, diversité biologique, renouvellement des ressources, équilibres démographiques notamment dans les mégapoles) s'initie en partie avec la lutte contre le tout nucléaire et la protection des espèces menacées (Greenpeace, Wild World Watch). Les pionniers de l'alerte écologique sont désormais relayés par une partie de la recherche scientifique qui corrobore leurs intuitions. Un schisme traverse le milieu scientifique, notamment sur les questions relatives au principe de précaution et à l'orientation même de la recherche, voire au fondement du principe de rationalité dans son acception mathématique comme unique étalon de la richesse (une rationalité prenant pour critère d'étalonnage le niveau de profit financier). Que signifient les mesures du PIB, de la croissance, de la balance des échanges commerciaux au regard de critères du développement humain tels que ceux du PNUD (éducation, santé, liberté de mouvement et d'expression). On peut mesurer les écarts de sens en contemplant les résultats de la Norvège et du Canada, en tête position pour la part de PIB consacrée à l'éducation par exemple loin devant le pays « le plus riche », les Etats Unis .

5. Les pandémies dont augmentent le nombre et la variété, de « souche inconnue »(10) ainsi que les maladies issues de manipulations industrielles (diverses épizooties liées à l'élevage hors sol et potentiellement transmissibles à l'homme, cancers associés aux matériaux nocifs tels l'amiante, accidents médicamenteux etc - hélas doit-on ajouter-), infligent à l'humanité un constat d'interdépendance dont elle ne peut plus faire « l'économie ». Cette interdépendance est renforcée par la généralisation et l'accélération des échanges, tant physiques qu'immatériels. Le principe de solidarité ne relève plus d'un vœu pieux mais d'un constat objectif. Tout est en relation avec tout et tous . Tout se tient et tient ensemble les différentes modalités de l'ensemble vivant.

6. La révision d'une pensée unique (la loi du marché, la fin de l'histoire, la primauté des sciences dures sur les autres formes de perception du vivant, et autres postulats contestables), s'appuie sur des constats strictement factuels.

La première option est sérieusement entamée dès lors que les démiurges sont identifiés et son universalité prend du plomb dans l'aile quand on examine la teneur des tables de lois établies par les prêtres de la religion instaurée sur ce nouveau mythe et leurs résultats.

La deuxième se dément en permanence, tant les implosions historiques se succèdent (renversements géopolitiques, violences internationales, bouleversements climatiques, catastrophes répétitives et autres surprises des temps actuels et à venir qui présentent tout sauf les signes d'un parachèvement).

La troisième se trouve contestée. L'utilisation de la norme mathématique contraint à des approximations et des forçages dès lors qu'on l'applique aux phénomènes dits immatériels qui relèvent de la libido (l'intelligence, l'émotion, la relation interpersonnelle, les cosmogonies culturelles et intimes, etc).

L'ensemble produit un renversement de perspective remplaçant au centre d'un système le vivant et non l'homme, l'économie ayant pour rôle qualifié de gérer l'ensemble des flux vitaux dans un souci de répartition mieux raisonnée à partir des connaissances mises à jour par l'observation des phénomènes qui participent au maintien de la vie sur la planète. Cette observation n'est plus seulement opérée par des experts scientifiques, mais également par les acteurs de la société civile qui les relaient ou les précèdent et décident d'exercer leur propre pouvoir de discernement et d'intervention dans les sphères de décision. Le manifeste le plus emblématique de ce positionnement est la création du premier forum social à Porto Alegre (2001) en contre point du forum économique de Davos. (11).

A partir de ce renversement de perspective, pour résister à la marchandisation de toutes les sphères de l'activité humaine, s'organise une tentative de distinction entre les biens publics ayant vocation à servir la collectivité et les biens privés relevant de la diversité des désirs et des destins individuels. De sorte que les expériences d'économie cherchant à se démarquer du dogme libéral revisitent les conceptions du travail (salaire versus associé)(12), la notion d'utilité sociale, et la relation producteur consommateur. (13)

Les formules de consom'action

A l'origine, les coopératives de consommation s'attachaient essentiellement à la réduction des prix d'achat par mutualisation de la commande. Elles ont servi de modèle aux centrales d'achat puis ont été dépassées dans le concept par la rationalisation des flux, un seul et même espace de distribution de tous les produits auparavant vendus sous des enseignes spécialisées, et la recherche du prix le plus bas sur les produits. Le principe de distribution de la coopérative (bénéfices partagés entre participants à l'acte d'achat) est remplacé par la rentabilisation de l'investissement financier des actionnaires rétribués sur leur prise de risques. La détermination du prix n'est plus l'objet d'un marchandage de gré à gré mais le résultat d'un chantage de la distribution sur la production, en se substituant comme pilote de la conception des produits censés satisfaire les besoins des consommateurs potentiels, eux-mêmes soumis au conditionnement publicitaire. Dans cette structuration, la production doit répondre aux contraintes de la distribution (formatage, étiquetage, recensement etc) aux dépenses éventuelles des attentes du consommateur (qualité, utilité, accessibilité). Elle dévolue une partie importante de son activité à l'entreprise de marketing (affiches, publicités audiovisuelles, phoning, saturation des espaces visuels dont les murs et les journaux, emballages et gadgets d'appel etc) qu'elle finance en absorbant une partie de la richesse produite et en consommant une partie également importante des ressources.

Les associations de défense du consommateur sont nées pour riposter à la relative passivité instaurée par la banalisation des méthodes de vente publicitaires et la standardisation des modes de vie. Elles se sont appuyées sur les engagements prévus dans les chartes de bonne conduite (qualité, traçabilité, sécurité) pour comparer les prix affichés en regard des performances effectives du produit et vérifier leur cohérence avec celles qui sont annoncées. Elles avaient pour objectifs l'information du consommateur et sa défense face aux abus. Dans ce contexte, les associations ne mettent pas en question l'acte d'achat, mais veillent au rapport qualité / prix et dénoncent d'éventuelles escroqueries.

Les formes de consom'action remettent en cause la validité de l'acte d'achat et se préoccupent des conditions de production, jusqu'à considérer que des pans entiers de l'économie sont à abattre, qu'ils soient dangereux (les complexes militaro industriels) ou qu'ils soient inutiles voire nuisibles (la publicité considérée comme un organe de décervelage et de propagande).

Il s'agit bien d'un positionnement idéologique, même si les convictions sont étayées par de sérieuses études scientifiques (climatologie, sciences du vivant, sociologie, économie, etc).

En examinant les initiatives on retrouve les deux composantes (validation de l'acte d'achat donc de production et révision des termes de l'échange marchand . Alimentation, habitat, énergie, transport, éducation, culture, autant de domaines donnant naissance à une coopération entre producteurs et consommateurs pour réduire l'empire (déterminisme extérieur) et l'emprise (incidences écologiques) de comportements jugés inconséquents, parce que pilotés par un système menaçant l'intégrité physique et psychique des humains et des sociétés qui les rassemblent.

Qu'il s'agisse des énergies renouvelables et autonomes, du covoiturage, de la promotion du vélo en ville, de la réhabilitation des services de proximité, du maintien de l'agriculture paysanne, du commerce équitable, de l'éco construction, de l'éducation, de la culture, et même de la finance, toutes les formules d'organisation combinent conscientisation du consommateur, réduction des dommages écologiques et sociaux, recherche du juste prix,, équilibre social (possibilités de sociabilités), respect de critères éthiques (notamment ce qui concerne les conditions de travail), valorisation de savoir faire « immatériels » donc non quantifiables, réhabilitation de l'échange réciprocaire.

La solidarité entre producteurs et consommateurs se trouve à la base de ces initiatives.

Elle participe d'une recherche d'équilibre gagnant / gagnant qui permet à la fois au consommateur (producteur par ailleurs) d'accéder à des produits de qualité dont il peut évaluer les paramètres de fabrication et leur « loyauté » tout en permettant aux producteurs (consommateurs tout autant) de vivre décemment et dignement de leur travail . L'un et l'autre sont censés recouvrer et leur savoir-faire et leur savoir-vivre. (14)

La dimension de relocalisation de l'économie est fondamentale pour battre en brèche une mondialisation qui se propage en éradiquant la diversité biologique et culturelle de la planète et en gaspillant des ressources d'utilité collective (l'air, l'eau, la terre, le feu), (15) tout en contredisant les postulats initiaux, le progrès généralisable, donc universel.

Conclusion

Les formes d'organisation sociale, qui affichent clairement leur objectif de déjouer un système jugé pernicieux, postulent une articulation des multiples dimensions de l'activité humaine remplaçant l'économie dans une perspective qui lui dénie le primat sur tous les autres paradigmes existentiels. Au-delà de la survie, l'activité peut devenir gratuite, étymologiquement de complaisance, pour le plaisir et générer des richesses qui échappent à l'arithmétique boursière.

Vaste programme dont on ne peut observer que les prémices et dont il est difficile d'évaluer la pertinence. Il n'empêche, ce mouvement existe, on mesure ses incidences dans l'immédiat par le développement des initiatives qui s'en réclament et par le souci d'image qu'il provoque auprès des grands groupes, menacés dans leurs fondements (16). La mobilisation des acteurs et l'étude de ces phénomènes seront-ils suffisamment intenses et efficaces pour atteindre l'objectif de remise en ordre de l'économie en recentrant cette part de l'activité humaine sur la satisfaction des besoins de survie de l'espèce et notamment de son biotope ? Ceux qui s'y consacrent en font le pari. Un pari pascalien en quelque sorte. (17)

1. M. MIES *Patriarchy & Accumulation on a World Scale. Women in the international division of labour*, Zed Books Ltd, London & New York, Spinifex Press Australia, 1998.
2. Le statut d'objecteur de conscience existe en France depuis 1963 impliquant de fortes discriminations : temps de service doublé, restrictions à l'égard des fonctionnaires. La loi du 8 juillet 1983 assouplissait le statut. Il est notable que le secteur associatif a absorbé une grande partie de l'emploi des objecteurs. Le service militaire est aboli en France depuis 1998.
3. Amnesty International tente d'instaurer l'universalité du statut et soutient les objecteurs poursuivis dans leur pays dont trois américains ayant refusé de s'embarquer pour la guerre en Irak et sanctionnés de peines de prison par le gouvernement de Georges Bush.
4. On pense au slogan « nous sommes tous des juifs allemands », aux groupements de défense des minorités » (homosexuels, immigrés, régionalistes, noirs, indiens, aborigènes, etc.)
5. Michel Soudais « La commission européenne suggère de baisser les salaires pour doper la croissance » Politis 20 / 10 / 05, p. 7.
6. Consiste à refuser d'obéir à une loi qui entre en contradiction avec ses propres principes éthiques : héberger des personnes sans papiers, boycotter une production considérée comme violant les textes fondateurs des droits humains, le travail des enfants par ex).
7. Isabelle Guérin *Femmes et économie solidaire*. Paris : La Découverte, 2003, 234p
8. Voir Pierre Rabhi, en particulier « Pour une sobriété heureuse » Silence n°287 septembre 2002.
9. www.decroissance.org
10. Une **pandémie** est la contagion d'une maladie au niveau d'un continent, voire dans certains cas à l'échelle de la planète. Le sida est la première épidémie transcontinentale et elle est la plus meurtrière à ce jour. Dans les pays en développement, plus de 95 % des patients (soit environ 40 millions de personnes) ne bénéficient aujourd'hui d'aucun traitement efficace. Les derniers chiffres fournis par le rapport ONUSIDA 2004 estiment à
 - * 37,8 millions, le nombre de personnes séropositives dans le monde.
 - * 4,8 millions, le nombre de personnes nouvellement séropositives en 2003.
 - * 2.9 millions, le nombre de personnes mortes du SIDA en 2003.
 ce qui porte à plus de 20 millions le nombre de morts depuis le début de la maladie en 1981. <http://fr.wikipedia.org/wiki/SIDA>
11. René Passet *Eloge du mondialisme par un « anti » présumé* Fayard. 2001
12. Dans les SCIC (Société Coopératives d'Intérêt Collectif) par exemple, les salariés participent aux décisions au sein du conseil d'administration sous la forme d'un collège, les usagers également
13. Dans les crèches parentales, les parents sont à la fois gestionnaires, producteurs et consommateurs. Le principe d'un temps social, prélevé sur l'activité professionnelle et destiné à mieux exercer la présence éducative et affective auprès des enfants participe d'une redistribution du temps « utile ».
14. « grammatisation planétaire des comportements (...) perte planétaire de savoir-faire et (...) de savoir-vivre » Bernard Stiegler, *Mécréance et discrédit. 1. La décadence des démocraties industrielles*. Galilée, 2004, p 94.
15. Les whistleblowers, « lanceurs d'alerte » en français, désignent les individus et les organisations qui osent dénoncer les dangers induits par une surproduction industrielle négligeant les conséquences écologiques à savoir les exigences de survie des biotopes.
16. Voir la récupération du label Max Havelaar par les grandes enseignes, l'affichage d'un souci de l'environnement par les industries les plus polluées, le micro-crédit et le soutien aux initiatives solidaires supports de communication des banques.
17. L'exercice ne permet pas de citer l'ensemble des sources qui alimentent et la réflexion qui précède et les mouvements dont on parle ici. Beaucoup de courants de pensée s'y entremêlent et en dépit des tentations de leadership, il serait hasardeux de privilégier l'importance de l'un ou de l'autre. Leur convergence se situe sans doute au carrefour de l'évolution de la pensée sociologique, économique et politique en lien avec celle du niveau de démocratisation de l'accès au savoir et au pouvoir. Le maître mot de cet ensemble est peut-être « réagir », c'est à dire se réapproprié la maîtrise de son histoire individuelle dans l'exercice d'une

liberté consciente de ses frontières et de sa dépendance au destin collectif. Ceux qui participent à cette (re)conquête se reconnaîtront.